

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 38 DU 13 JANVIER 2011

RELATIF À LA COUVERTURE SANTÉ EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

NOR : *AGRS1197086M*

IDCC : 8262

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

La fédération régionale des entreprises de travaux agricoles et ruraux ;

La fédération régionale des CUMA,

D'une part, et

L'UR de Bourgogne CFDT ;

L'UR de Bourgogne CFTC ;

L'UR de Bourgogne CFE-CGC ;

L'UR de Bourgogne CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le point 3 de l'article 7 de l'annexe IV de la convention collective instaurant un régime de complémentaire santé au bénéfice des salariés non cadres est modifié comme suit :

« 3. Suspension du contrat de travail

Les dispositions ci-dessous sont valables que l'affiliation du salarié au régime ait été antérieure ou qu'elle se produise durant la suspension du contrat de travail.

a) Suspension du contrat de travail pour maladie, accident ou maternité

L'affiliation du salarié au régime est maintenue à compter du début de l'arrêt total et continu du travail. Ce maintien s'effectue tant que dure l'arrêt de travail pour maladie, maternité ou accident. En revanche, à compter du premier jour du mois suivant l'arrêt total et continu de travail, les cotisations obligatoires liées au régime ne sont dues ni par l'employeur, ni par le salarié. Le salarié demeure seulement redevable de la part de cotisations correspondant au régime optionnel s'il a fait le choix de s'y affilier.

b) Suspension du contrat de travail pour un motif autre que maladie, accident ou maternité

En cas de versement de rémunération total ou partiel :

L'affiliation du salarié au régime est maintenue à compter du début de la suspension. Ce maintien s'effectue tant que dure le maintien de rémunération total ou partiel. Les cotisations sont dues par l'employeur et par le salarié dans les conditions prévues au premier point du présent article.

En l'absence de versement de salaire :

L'affiliation du salarié est suspendue à compter du premier jour du mois qui suit l'arrêt total et continu de travail ou la suspension du versement de salaire ou d'indemnités journalières. Toutefois, l'intéressé peut bénéficier de garanties identiques au régime, à un tarif similaire, s'il en fait la demande et qu'il règle la totalité des cotisations correspondantes. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en un exemplaire à l'unité territoriale de la DIRECCTE de Côte-d'Or, à Dijon.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 13 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)